

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT AU PROFIT DES ÎLES DE
LOISIRS - 4ÈME RAPPORT POUR L'ANNÉE 2025**

Sommaire

| | |
|---|----|
| EXPOSÉ DES MOTIFS | 3 |
| PROJET DE DÉLIBÉRATION | 5 |
| ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION | 8 |
| Annexe 1 - Aménagements | 9 |
| Annexe 2 - Sécurité | 12 |
| Annexe 3 - Convention IDF Nature - Région - Vaires Torcy 2025 | 15 |
| Annexe 3.1 - Schéma limite de gestion des espaces verts | 22 |
| Annexe 3.2 - Plan de gestion général | 24 |

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Investissements dans les îles de loisirs avec syndicats mixtes

1.1. Aménagement

Il est proposé de financer **une** opération d'investissement nécessaire au bon fonctionnement de l'île de loisirs de Val de Seine, détaillée en annexe 1 à la présente délibération, portant sur le remplacement de la ligne de self (52.000 €)

1.2. Sécurité dans les îles de loisirs

Il est proposé de financer **une** opération détaillée en annexe 2 à la présente délibération au profit de l'île de loisirs de **Cergy-Pontoise** portant sur l'acquisition d'un drone équipé (24.984 €).

2. Île de loisirs de Vaires-Torcy :

Le présent rapport porte sur 2 objets :

- L'approbation d'une **convention entre Ile de France Nature et la Région Île-de-France** pour l'entretien des espaces naturels du site de l'île de loisirs de Vaires Torcy. Il s'agit du renouvellement d'un dispositif existant depuis 2021 qui permet la prise en charge par IDFN des espaces naturels de l'île de loisirs. Cette convention détaillée en annexe 3 à la présente délibération fait suite au vote par la commission permanente CP 2025-158 du 19 juin 2025 d'une autorisation d'engagement de 205.000 € pour permettre la continuité des actions d'entretien de l'île de loisirs de Vaires Torcy.
- Le vote d'un **protocole transactionnel** avec le groupement BIOTOPE / CDC BIODIVERSITE, titulaire du marché n°2200038 relatifs à la réalisation d'identification, de conception et de suivi de la mise en œuvre de mesures compensatoires pour le traitement de la rive nord du lac de Vaires - Île de loisirs de Vaires / Torcy (77).

Le présent protocole, d'un montant de 29.295 € HT, soit 35.154€ TTC, annexé à la présente délibération (annexe non-diffusable et communicable uniquement auprès du SG), a pour objet d'indemniser le groupement suite à l'ensemble des prestations supplémentaires non prévues au marché ayant dû être réalisées pour répondre aux exigences de planning de la maîtrise d'ouvrage ayant entraîné un allongement du calendrier de réalisation, ainsi qu'aux demandes formulées par Paris 2024 (COJOP) impactant directement l'emprise du chantier.

Le projet de délibération prévoit l'affectation d'une autorisation de programme de 50.000 € pour financer ce protocole et solder le marché.

3. Île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines (78) :

Par délibération N° CP 2025-206 du 9 juillet 2025, la commission permanente du Conseil Régional a autorisé la signature du contrat de délégation de service public de l'île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines au groupement constitué par la SEM Île-de-France Loisirs, l'UCPA, You Golf et Dalia SAS.

Ce contrat repose sur la création d'une Société de Projet (SPV) dénommée « IDL SQY », titulaire du contrat de DSP, à laquelle la SEM participera, conformément à la décision validée par son conseil d'administration.

Pour ce faire, la SEM Île-de-France Loisirs prévoit de prendre une participation à hauteur de 60 % dans la société IDL SQY dont le capital sera de 148 000 €.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-5 avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, les assemblées délibérantes des collectivités actionnaires d'une entreprise publique locale (EPL) disposant d'un siège à leur conseil d'administration ou de surveillance, et ce, quelle que soit leur quote-part dans le capital social de l'EPL, doivent autoriser expressément toute prise de participation directe de l'EPL dans le capital d'une autre société, que celle-ci soit civile ou commerciale.

Par conséquent, il est proposé d'approuver la prise de participation de la SEM Île-de-France Loisirs dans le capital de la société d'exploitation à hauteur de 60% (+/- 3 points).

Il est par ailleurs proposé d'affecter une autorisation d'engagement de **355.010 €** et une autorisation de programme de **618.474 €** conformément aux engagements contractuels résultant du nouveau contrat de concession approuvé par délibération CP 2025-206 du 9 juillet 2025.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 SEPTEMBRE 2025

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT AU PROFIT DES ÎLES DE LOISIRS - 4ÈME RAPPORT POUR L'ANNÉE 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 28-96 du 29 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la Région Ile-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée adoptant la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2021-209 du 1er avril 2021 relatif à l'approbation du contrat de délégation de service public de l'île de loisirs de Vaires-Torcy ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégation d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU les statuts des SMEAG des Îles de loisirs de Val de Seine et Cergy-Pontoise ;

VU les conventions de mise à disposition des biens immeubles régionaux des îles de loisirs de Cergy-Pontoise et Val de Seine ;

VU l'article 5 de la délibération N°CP 2021-174 du 1er avril 2021 approuvant la convention avec l'Agence des Espaces Verts ;

VU l'article 2 de la délibération N° CP 2025-206 du 9 juillet 2025 concernant l'autorisation de signature du contrat de délégation de service public de l'île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines ;

VU le marché n°2200038 avec le groupement BIOTOPE / CDC BIODIVERSITE ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission des sports, de la citoyenneté et de la vie associative ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-262 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Programme HP 338-001 (13300101) « Investissements dans les îles-de-loisirs »

Aménagements

Décide de participer au financement des investissements relatifs aux aménagements, aux travaux de gros entretien, de mise en conformité et de requalification, ainsi qu'aux premiers équipements nécessaires au bon fonctionnement des îles de loisirs, par l'attribution aux syndicats mixtes, d'études, d'aménagement et de gestion, de dotations à 100% du coût des investissements, tel que cela figure en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **52 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », sous-fonction 33 « Jeunesse (action socio-éducative) et loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes » au titre du programme HP 338-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300101 « Investissement dans les îles-de-loisirs » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe 1 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Article 2 : Programme HP HP39-001 (13900103) « Sécurisation des îles de loisirs »

Décide de participer au financement des investissements relatifs à la sécurisation des îles de loisirs, par l'attribution au syndicat mixte, d'études, d'aménagement et de gestion, de dotations à 100 % du coût des investissements, tel que cela figure dans l'annexe 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **24 984 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 39 « Sécurité », programme HP 39-001 (139001) « sécurité dans les propriétés régionales », l'action 13900103 « Sécurisation des îles de loisirs » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans la fiche projet en annexe 2 à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Article 3 : Île de loisirs de Vaires-Torcy

Approuve la convention entre la Région et IDFN, figurant à l'annexe 3 à la présente délibération, et habilite la Présidente du Conseil régional à la signer.

Approuve le protocole transactionnel annexé à la délibération(annexe non-diffusable et communicable uniquement auprès du SG), entre la Région et le groupement BIOTOPE / CDC BIODIVERSITE, titulaire du marché n°2200038 et habilite la Présidente du Conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation de programme de **50.000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », code fonctionnel 325 « Autres équipements sportifs ou de loisirs », du budget 2025, au titre du programme HP 325-003 (132003) « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200306 « Equipements sportifs – Vaires Torcy », du budget 2025, la Région étant maître d'ouvrage.

Article 4 : Île de loisirs de Saint Quentin en Yvelines

Approuve la prise de participation de la SEM Île-de-France Loisirs dans le capital de la société d'exploitation de l'île de loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines (78) à hauteur de 60% (+/- 3 points).

Décide d'affecter une dotation de **618.474 €** pour le financement des premiers investissements liés aux engagements contractuels résultant du nouveau contrat de concession approuvé par délibération CP 2025-206 du 9 juillet 2025. Cette dotation est imputée sur le chapitre 903 « Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », fonction 33 « Jeunesse (action socio-éducative) et loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes » au titre du programme HP 338-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300101 « Investissement dans les îles-de-loisirs » du budget 2025.

Décide d'affecter une dotation de **355.010 €** pour le financement de la COSP sur la période du 1^{er} octobre 2025 au 31 janvier 2026 tel que prévu dans le nouveau contrat de concession approuvé par délibération CP 2025-206 du 9 juillet 2025. Cette dotation est imputée sur le chapitre 933 « Culture, vie sociale, jeunesse, Sports et Loisirs », fonction 33 « Jeunesse (action socio-éducative et Loisirs », code fonctionnel 338 « Autres activités pour les jeunes » au titre du programme HP 338-002 « Charges diverses liées aux îles de loisirs », action 13300201 « Frais de gestion des îles de loisirs incombant à la Région en tant que propriétaire », du budget 2025.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Aménagements

DOSSIER N° EX096358 - Val de Seine - Mise aux normes de la restauration

Dispositif : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte (n° 00000107)

Imputation budgétaire : 903-338-2041582-133001-300

Action : 13300101- Investissement dans les Iles-de- loisirs

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|--|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte | 52 000,00 € TTC | 100,00 % | 52 000,00 € |
| | Montant total de la subvention | | 52 000,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE VAL DE SEINE 78
Adresse administrative : CHEMIN DU ROUILLARD
78480 VERNEUIL S/SEINE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Madame FABIENCE DEVEZE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mise aux normes de la restauration.

Dates prévisionnelles : 1 août 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il convient de remplacer rapidement la ligne du self-service qui est défectueuse et qui ne respecte plus les normes d'hygiène demandées.

Description :

Le projet vise à remplacer la ligne de self-service qui ne respecte plus les conditions d'hygiène et de sécurité conformes aux normes en vigueur.

Le montant du projet s'élève à 52 000 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique : VERNEUIL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|-----------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Coût global du projet | 52 000,00 | 100,00% |
| Total | 52 000,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|----------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Financement régional | 52 000,00 | 100,00% |
| Total | 52 000,00 | 100,00% |

Annexe 2 - Sécurité

DOSSIER N° EX096309 - Cergy-Pontoise - Acquisition d'un drone équipé

Dispositif : Sécurité dans les îles de loisirs (n° 00000110)

Délibération Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Imputation budgétaire : 903-39-2041582-139001-300

Action : 13900103- Sécurisation des Iles de loisirs

| Libellé base subventionnable | Montant base subventionnable | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|-----------------------------------|------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| Sécurité dans les îles de loisirs | 24 984,00 € TTC | 100,00 % | 24 984,00 € |
| Montant total de la subvention | | | 24 984,00 € |

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : RUE DES ETANGS
95001 CERGY
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Thibault HUMBERT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquisition d'un drone équipé mis à disposition de la Police Nationale.

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 31 octobre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il convient d'assurer l'acquisition du drone lors de la période estivale afin de faciliter la protection de l'île de loisirs.

Description :

Le projet vise l'acquisition d'un second drone équipé, dimensionné pour des interventions rapides dans des espaces contraints. Ce matériel sera mis à disposition sous convention à la Police Nationale et pourra être utilisé en dehors de la saison dans le cadre de ses missions régaliennes habituelles. Il est équipé d'une caméra nocturne et de nouvelles fonctionnalités lui permettant de détecter des personnes, véhicules et bateaux grâce à son intelligence artificielle embarquée visant à renforcer les interventions de mise en sécurité de tous les espaces de l'île de loisirs.

Le montant du projet est estimé à 24 984 € TTC.

Il est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Localisation géographique : CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

| |
|--|
| PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR |
|--|

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

| Dépenses (€) | | |
|-----------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Coût global du projet | 24 984,00 | 100,00% |
| Total | 24 984,00 | 100,00% |

| Recettes (€) | | |
|----------------------|-----------|---------|
| Libellé | Montant | % |
| Financement régional | 24 984,00 | 100,00% |
| Total | 24 984,00 | 100,00% |

Annexe 3 - Convention IDF Nature - Région - Vaires Torcy 2025

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE POUR LA GESTION
DES ESPACES NATURELS DE L'ILE DE LOISIRS DE VAIRES TORCY
GEREE PAR ILE-DE-FRANCE NATURE**

ENTRE

La Région Île-de-France, dont le siège administratif est sis 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE dûment habilitée par la délibération N° CP 2025-262 du 25 septembre 2025,

Ci-après dénommée la « Région Île-de-France ».

ET

Ile-de-France Nature, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège administratif est sis 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, agissant en vertu de l'article L. 4413-2 alinéa 4 du code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente, Madame Sophie DESCHIENS, élue à cette fonction suivant délibération du conseil d'administration n° _____ du conseil d'administration en date du _____ et dûment habilitée à l'effet des présentes en vertu de la délibération n° _____ du Conseil d'administration du,

Ci-après dénommé IDF Nature,

PREAMBULE

IDF Nature met en œuvre la politique régionale en matière d'espaces verts, de forêts et de promenades. A ce titre, elle intervient en matière d'entretien, de gestion, de protection, de mise en valeur et de restauration de milieux naturels, de bois, de forêts, de promenades, d'espaces agricoles périurbains et d'ouverture au public des espaces boisés et naturels franciliens.

L'île de loisirs de Vaires-Torcy (77), site de 350 ha, relevant de la propriété de la Région Île-de-France, est située sur les communes de Vaires-sur-Marne, Chelles, Torcy et Saint-Thibault des Vignes. Elle comprend les infrastructures suivantes :

- Un plan d'eau pour la baignade et les activités nautiques légères ;
- Un centre d'initiation au golf ;
- Un Poney-club ;
- Un espace raquette et remise en forme (tennis, padel, squash, badminton, fitness / remise en forme, musculation) ;
- Un accueil caravanning ;
- Une partie du plan d'eau de 90ha destiné à la pratique de la voile ;
- Une partie du plan d'eau de 90ha pour la pratique et de compétition du canoë kayak et d'aviron ;
- Un centre de restauration, buvettes, bar et snack ;
- Un stade d'eau vive (rivière de compétition, rivière d'entraînement, canal d'amenée, rivière paysagère) ;
- Un centre d'hébergement permanent ;
- Un centre de formation ;
- Un pôle dédié aux loisirs nautiques ;
- Des logements sur site.

La Région Île-de-France a été maître d'ouvrage d'une importante opération d'aménagement du site destinée à renforcer sa capacité pour la pratique de l'aviron et du canoë-kayak de haute compétition, en lien avec l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris de 2024. Ainsi, le stade nautique olympique est devenu le centre national d'entraînement des fédérations d'aviron et de canoë.

La gestion et l'exploitation de l'île de loisirs est confiée à la Société Vaires-Torcy Loisirs (SVTL) pour la période 2021-2037. Aux termes de ce contrat, la SVTL assure l'entretien des espaces verts extérieurs et IDF Nature se charge de l'entretien et le nettoyage des espaces ouverts et libres.

La Région veillera à la parfaite transversalité entre IDF Nature et la SVTL. Ainsi, IDF Nature sera informée des activités nouvelles et des événements se déroulant sur les espaces dont elle a la gestion, afin de permettre de mieux anticiper les plans de gestions et de protection des espaces dont elle a la charge.

Ceci exposé il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques et financières d'intervention d>IDF Nature et de prise en charge, par la Région Île-de-France, des frais de fonctionnement, d'investissement et de frais de siège liés à la gestion de l'île de loisirs de Vaires-Torcy, pour une surface d'environ 114 ha sur les communes de Vaires et de Chelles, 54 ha sur la commune de Torcy et 10 ha sur la commune de Saint-Thibault-des-vignes.

ARTICLE 2 : PERIMETRE D'INTERVENTION ET DEPENSES ELIGIBLES

D'une part, IDF Nature assure l'entretien et le nettoyage des espaces naturels définis dans le plan de gestion joint en annexe.

IDF Nature propose chaque année un programme de travaux d'investissement, donnant lieu sous réserve de son approbation par la Région Île-de-France, à la prise en charge des frais d'investissement liés à la valorisation environnementale et sociale du site. Ces travaux peuvent comprendre notamment, la réalisation de coupes sanitaires ou de sécurisation, le nettoyage général des surfaces naturelles, la sécurisation des chemins de halage, la sécurisation des chemins.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS D'IDF NATURE

3.1 Réalisation des travaux de gestion, d'entretien et de nettoyage

IDF Nature définit annuellement le programme de gestion, d'entretien et de nettoyage des espaces naturels définis à l'article 2. La coordination et le contrôle de l'exécution des travaux de gestion, d'entretien et de nettoyage sont assurés par la Direction de l'Aménagement et de la Gestion d>IDF Nature.

IDF Nature peut confier la gestion courante et les travaux du site à un ou plusieurs tiers par le biais de marchés publics de services ou de travaux. IDF Nature procède, ou fait procéder, aux travaux d'investissement et aux travaux d'entretien et de nettoyage destinés à maintenir et améliorer la qualité du site et des milieux naturels.

IDF Nature transmet annuellement à la Région Île-de-France, après la clôture de l'exercice de l'année échue, un mémoire récapitulatif des travaux effectués l'année précédente et des dépenses correspondantes.

3.2 Obligations administratives

IDF Nature s'engage à :

- conserver et archiver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ;
- respecter les dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics et notamment à soumettre les marchés de services et de travaux aux règles de publicité et de mise en concurrence prévues par celles-ci.

3.3 Obligation en matière de communication

IDF Nature s'engage à faire connaître, par tous moyens adéquats (logo, mention...), que l'entretien des espaces naturels s'est fait avec le concours financier de la Région Île-de-France.

IDF Nature communiquera le plus en amont possible par rapport à des coupes d'arbres sur le terrain en mettant des panneaux et pourra apporter les éléments de langage sur les aspects techniques des coupes.

La Région prendra à sa charge la communication auprès des partenaires de l'île de loisirs. Elle se chargera de la communication auprès des communes de situation.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA REGION ÎLE DE FRANCE

4.1 Participation financière

Sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits à IDF Nature par la commission permanente du Conseil régional, la Région s'engage à participer aux frais de fonctionnement liés à l'entretien et au nettoyage des espaces verts, aux frais d'investissement réalisés sur l'île de loisirs de Vaires-Torcy ainsi que les frais de siège. Au titre des dépenses de fonctionnement, la Région participe annuellement à hauteur de **205 000 € (deux cent cinq mille euro)**.

Ces frais de fonctionnement recouvrent tous les travaux d'entretien et de nettoyage liés aux milieux naturels et à l'ouverture au public, dont l'entretien de la végétation, la propreté, et les abattages de sécurité.

Ces frais couvrent également la prise en charge des mesures de gestion des projets de mesures compensatoires suivants :

- Gestion des plantations et de la trame arbustive de la perspective du barrage de Noisiel,
- Gestion des mares de compensations de la rivière d'eau vive, réalisées sur Torcy,
- Gestion de l'amélioration des peuplements forestiers, réalisée dans le cadre des compensations de la Corniche des Forts.
- Gestion des mesures compensatoires liées à la mise aux normes internationales du bassin d'eau calme (déplacement de la roselière). Cette prestation inclus la coupe des roseaux situés sur l'ensemble du plan d'eau de Vaires.

Ils comprennent, enfin, les frais de siège qui prennent en compte 1 ETP sur le site de Vaires Torcy d'un montant de 55 000 €.

En investissement, la Région s'engage à participer annuellement à hauteur du programme d'investissement préalablement établi, suivant les propositions de l'une ou l'autre des parties.

Ce programme fera l'objet d'une réunion spécifique, où les prévisions de travaux et les demandes de budgets correspondantes seront définies conjointement en décembre de l'année précédant les travaux.

L'affectation d'AP devra s'accompagner d'un avenant à la convention modifiant l'article 4.1 pour intégrer le montant pris en charge et détailler les opérations.

4.2 Modalités de versement de la participation financière

La Région Île-de-France procède au mandatement de la participation annuelle en deux fois, soit 80% en cours de réalisation et 20% à réception des justificatifs de réalisation des travaux, après émission d'un titre de recettes par IDF Nature, après justification des prestations réalisées et validation du service fait par la Région.

Le versement est effectué à l'ordre du Comptable public responsable de la Trésorerie de Paris - Établissements Publics Locaux, comptable assignataire de IDF Nature, 26 rue Bénard, 75675 Paris Cedex, comptable assignataire de l'Agence, BDF 30001/00064/C7510000000/61.

4.3 Révision du montant de la participation financière

Dans le cas où la dépense réelle engagée par IDF Nature s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 5 : REGIME FORESTIER ET PROGRAMME DE COUPE ET TRAVAUX SYLVICOLES

IDF Nature valide les propositions d'abattages qui seraient formulées par l'Office National des Forêts sur les parcelles soumises au régime forestier, telles que définies par l'Arrêté Préfectoral n°2003 DAI 1 CV 150 du 15 octobre 2003. À ce titre, il revient également à IDF Nature de valider ou non l'ensemble des modalités administratives nécessaires à l'abattage et à la vente des bois (destination des produits, type d'offre, modalités de mise en marché) après en avoir informé les services de la Région Ile-de-France. Enfin, IDF Nature veillera à être étroitement associée lors de la réalisation de l'exploitation afin de pouvoir rendre compte à la Région de son déroulé.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de la dernière signature. Elle est conclue pour une durée d'1 an.

À son terme, elle pourra être prorogée pour la même durée par reconduction tacite pendant 3 années supplémentaires. Au-delà de cette durée, elle pourra faire l'objet de renouvellement express.

Sans préjudice des dispositions de l'article 10, les parties conservent le droit de mettre fin à la convention à la date anniversaire de la convention moyennant le respect d'un préavis de 12 mois envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : CALENDRIER INDICATIF DE TRAVAIL

- Réunion de validation du plan de gestion d'entretien : février
- Réunion de validation du programme de travaux d'investissement : juillet n-1 de réalisation, remise des bilans des travaux : décembre
- Réunion annuelle avec le délégataire : mars
- Tout avenant visant à modifier en cours d'année le montant de la participation régionale devra être transmis par la Région au plus tard à la fin du second trimestre de l'année en cours.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

À tout moment, y compris à l'issue de la convention, IDF Nature s'engage à faciliter le contrôle sur pièces et sur place par la Région Île-de-France, ou par toute personne habilitée à cet effet, en vue de vérifier la réalisation des actions, l'application des dispositions conventionnelles et l'emploi des fonds publics notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 10 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut, en outre, prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations par IDF Nature. Dans ce cas, la Région adresse à IDF Nature une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse à IDF Nature la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation d'IDF Nature par la Région. La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la participation versée par la Région.

IDF Nature peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général ou non-respect d'un des engagements décrits dans cette convention. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par l'Agence.

ARTICLE 11 : LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Montreuil.

Fait à Saint Ouen, en 2 exemplaires originaux le.....

Pour la Région Île-de-France

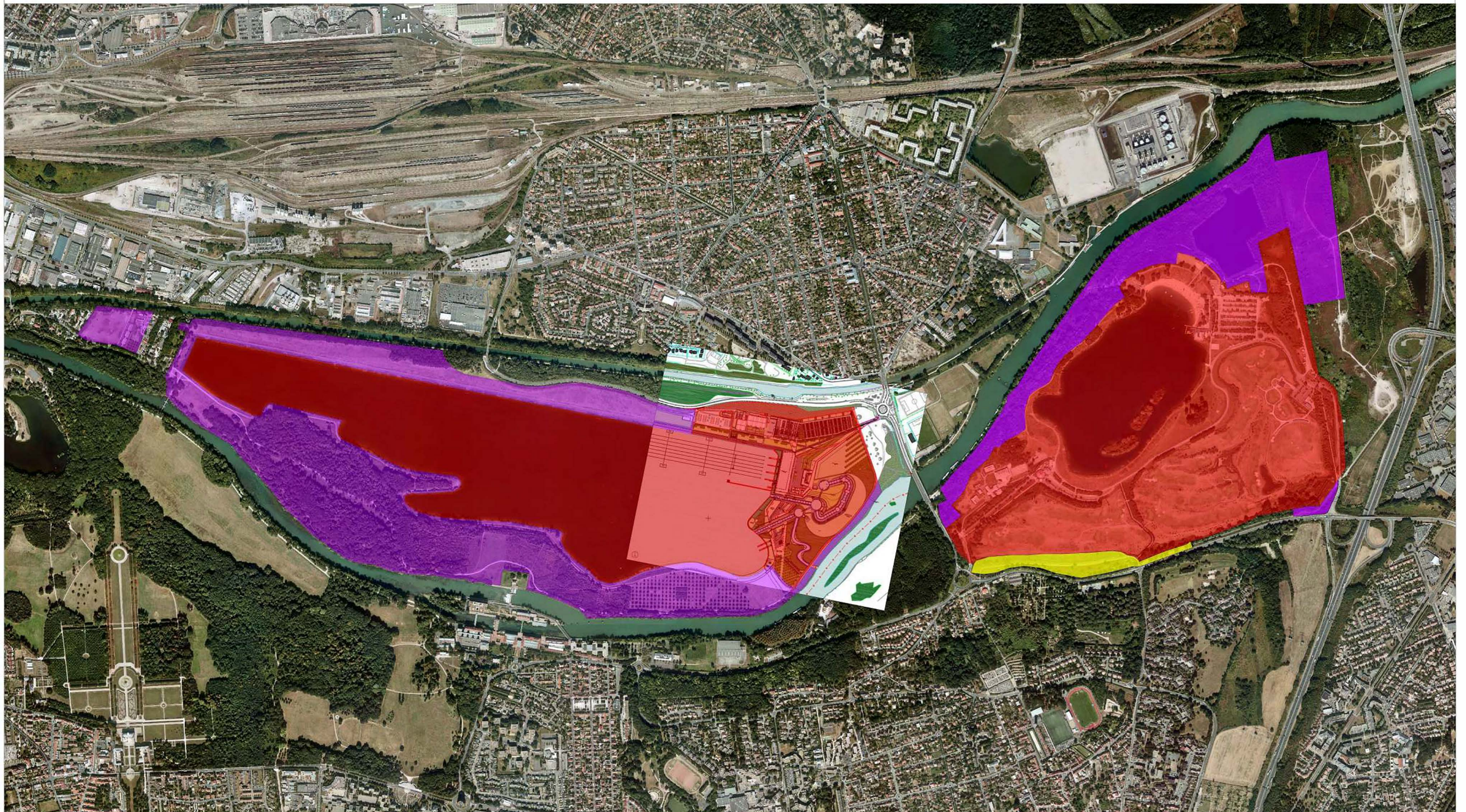
Pour Ile-de-France Nature




Liste des pièces annexées à la convention :

- 1 - Schéma limite de gestion des espaces verts
- 2 - Plan de gestion général de l'île de loisirs de Vaires – Torcy

Annexe 3.1 - Schéma limite de gestion des espaces verts

SCHEMA DE GESTION DES ESPACES VERTS DE L'ILE DE LOISIRS DE VAIRES-TORCY



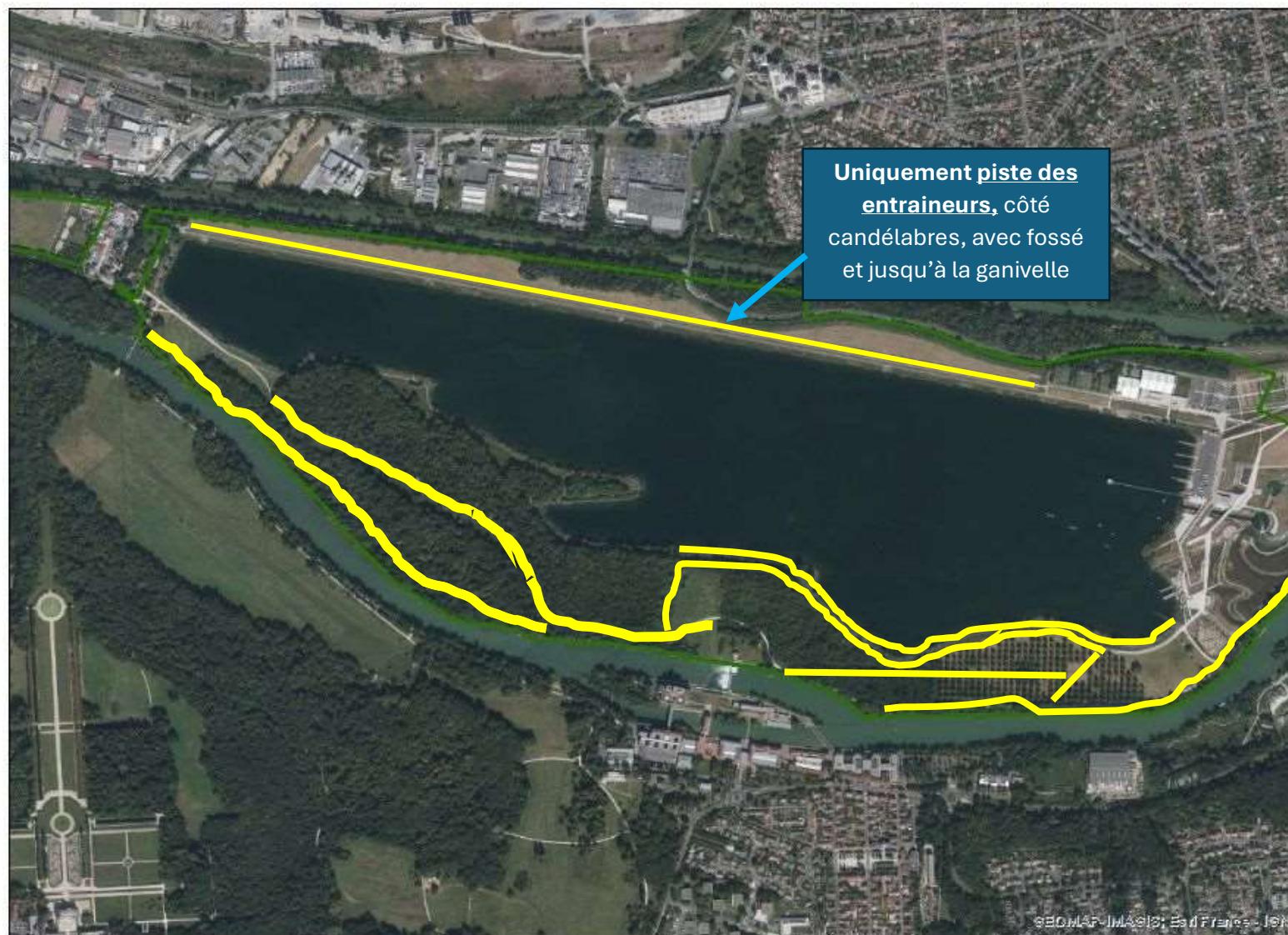
-  Gestion IDFN
-  Gestion par le délégataire de service public
-  ville de Torcy par convention

Annexe 3.2 - Plan de gestion général

Broyage de végétation – Ile de Vaires



île de France
nature



Uniquement piste des
entraîneurs, côté
candélabres, avec fossé
et jusqu'à la ganivelle

Broyage 4X/an
1.5 mètres de
chaque côté des
chemins et 4m de
large sur ceux en
herbe

Légende

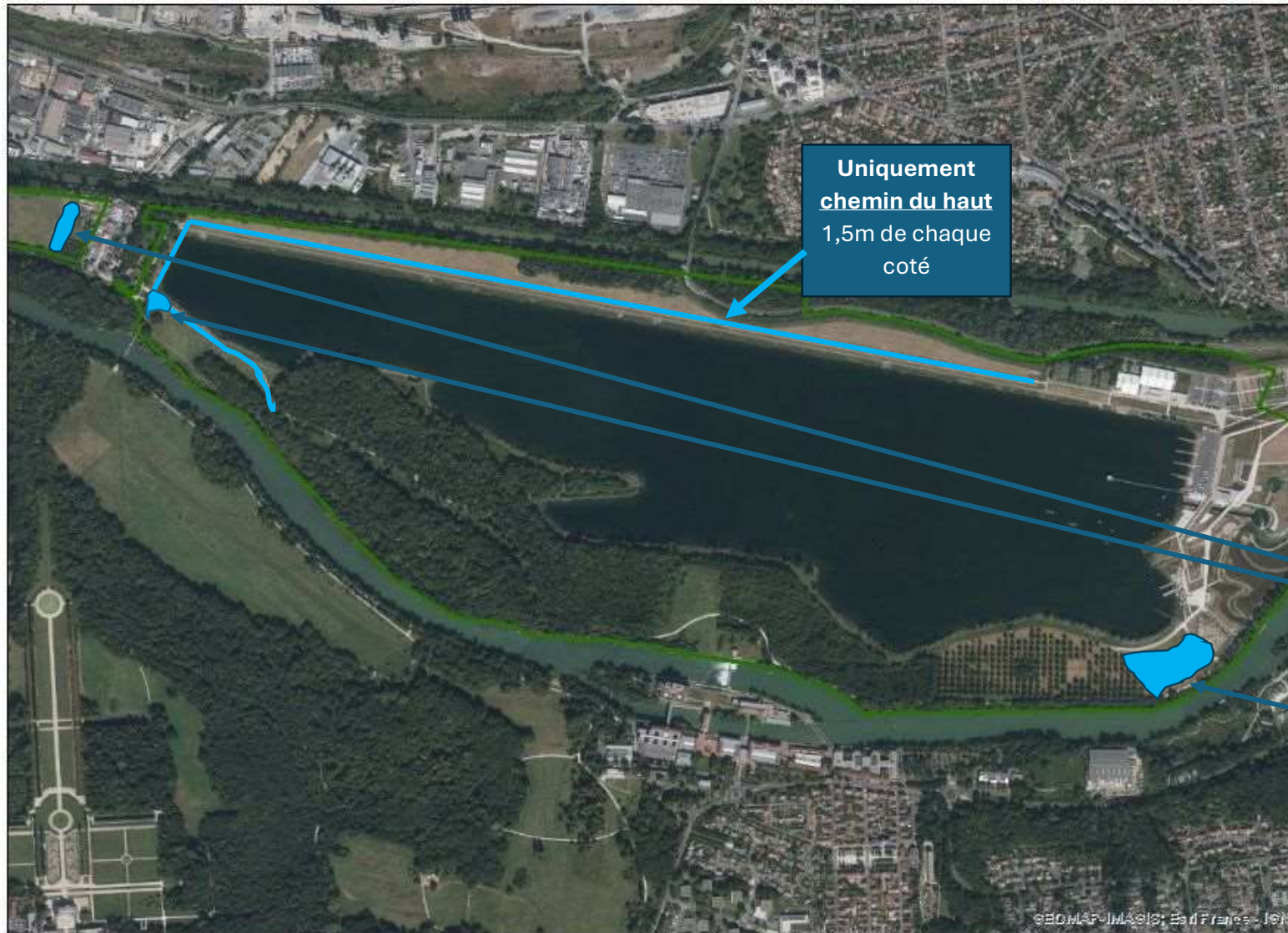
Sources



Tonte – Ile de Vaires



île de France
nature



Uniquement
chemin du haut
1,5m de chaque
côté

TONTE

1.5 mètres de
chaque côté des
chemins

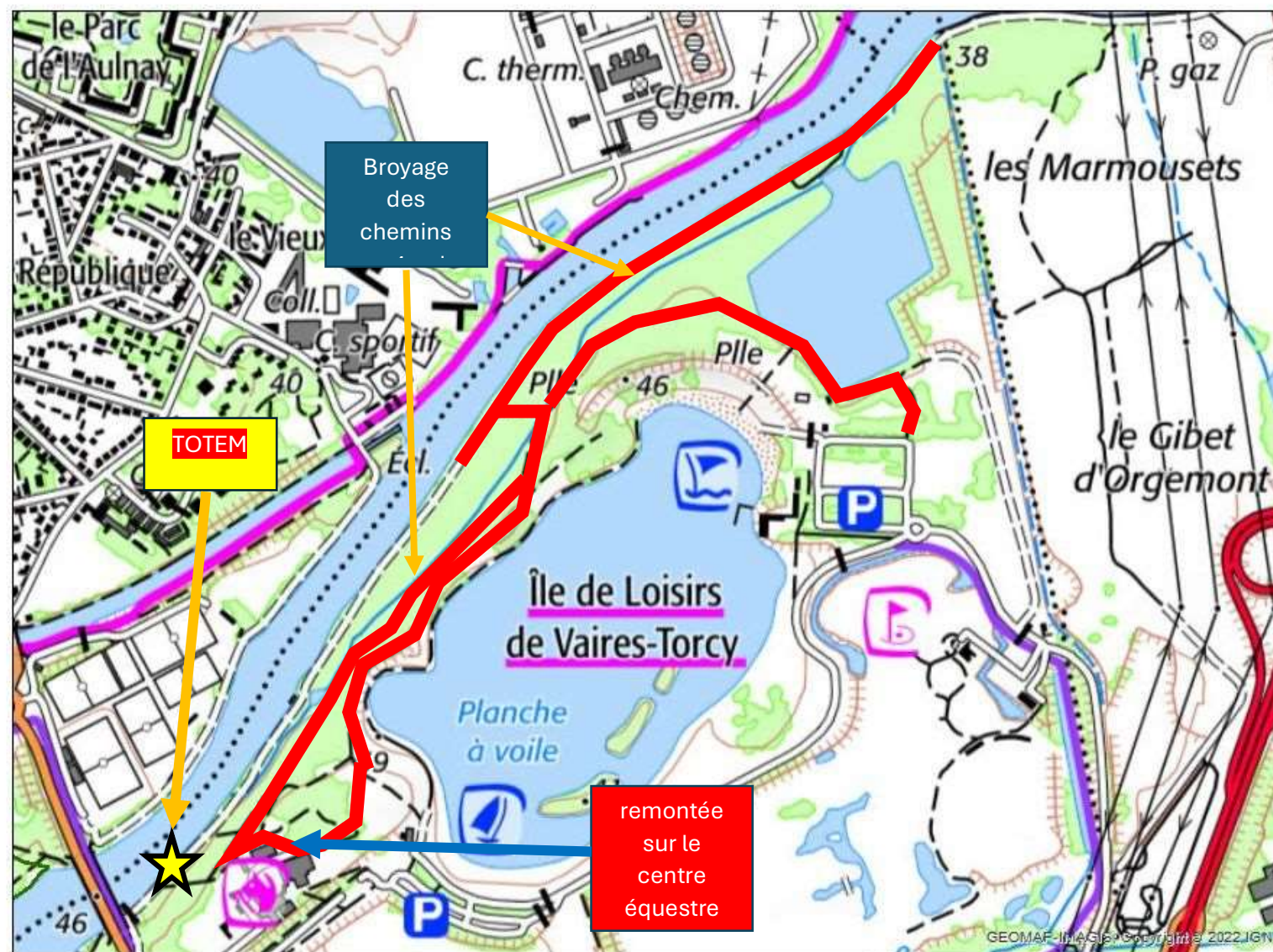
Entrée Chelles,
Parking et
Déversoir Vaires
en Totalité

Légende

Sources



Broyage de végétation – TORCY

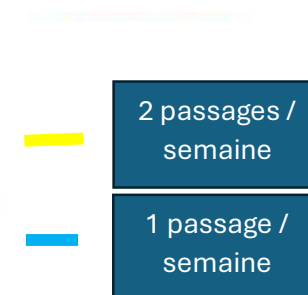


Broyages des accotements sur 1.5m de chaque cotés sur chemins stabilisés et 4m de large sur les autres, et TOTEM

Sources :
Copyright AEV

0 0.05 0.1 0.2 0.3
kilomètres

Propreté – Ile de Vaires



Légende

Sources :





Entretien spécifique des autres espaces

Les espaces de prairies et de forêts sont traités suivant les préconisations spécifiques.

- Des demandes complémentaires de propreté sont formulées suivant des besoins localisés (dépôt sauvage, place à feu, ...)
- Les espaces de prairies, talus, lisières et autres espaces plans sont traités suivant les principes de la gestion différenciée, en fonction de la richesse écologique spécifique et du développement spontané de la végétation. Cette gestion respecte également scrupuleusement les plans de gestion préconisés dans le cadre de mesures compensatoires. D'une manière générale, ces espaces sont broyés une fois par an, en fin de saison végétative, voir une fois tous les 2 ans si la concurrence ligneuse n'interfère pas avec la strate herbacée.
- Les espaces forestiers sont gérés suivant un programme prédéfini entre IDF Nature et l'ONF. Les objectifs sont la sécurisation des abords de chemins, le maintien et le développement de la biodiversité de l'habitat forestier, et l'acquisition de la régénération naturelle des peuplements.